

## Le maillon manquant

Anne-Marie Guérineau

Numéro 81, hiver 2000–2001

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/20795ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

### Éditeur(s)

Nuit blanche, le magazine du livre

### ISSN

0823-2490 (imprimé)

1923-3191 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

### Citer ce document

Guérineau, A.-M. (2000). *Le maillon manquant*. *Nuit blanche*, (81), 2–3.

# Le maillon manquant

La chaîne n'a que la résistance de son maillon le plus faible.

Dicton bien connu.

**L**es rencontres se sont multipliées depuis trois ans entre les intervenants dans le processus qui conduit des écrivains à leurs lecteurs. Conscientes de l'importance du livre dans la culture en général – et dans le contexte difficile de la culture du petit îlot francophone qu'est le Québec en Amérique en particulier –, les institutions culturelles ont mis sur pied des groupes de travail chargés de trouver des moyens efficaces de promotion du livre. Il y eut, en 1997, le Colloque d'orientation sur les bibliothèques publiques et, en 1998, le Sommet sur la lecture et le livre, tenus par le ministère de la Culture et des Communications du Québec (MCC).

Là s'est exprimé un accord général et l'on fut d'avis que tout devait être tenté pour que la culture du livre, essentielle à la vie de la pensée, rejoigne le plus grand bassin de lecteurs possible. Parmi les moyens proposés, on suggérait évidemment le soutien à apporter aux intervenants qui assurent le passage du créateur à l'utilisateur.

Un problème, toutefois, était apparu, auquel se sont successivement attaqués trois autres groupes de travail : le dernier en date fut le Comité sur les pratiques commerciales et les relations interprofessionnelles régissant le commerce du livre, formé par le MCC et présidé par Monsieur Gérald Larose.

Quel est-il ? Il apparaît, dans ce que le Rapport Larose (soumis en octobre dernier) appelle la chaîne aux mille maillons, que certains intervenants ont des intérêts divergents, sinon contraires. La vente de livres au rabais dans les grandes surfaces, si elle profite plutôt aux éditeurs et aux distributeurs, menace la vie des librairies. On parla donc, dans les groupes de discussion, des aspects commerciaux de la promotion du livre, de prix unique, de concertation interprofessionnelle, de regroupements de librairies pour concurrencer les grandes surfaces...

Pourtant, dans cette chaîne aux mouvements plus ou moins accordés, il y a ceux qui, loin de telles préoccupations, voudraient bien qu'on en finisse avec ces questions et que les gros canons s'entendent une fois pour toutes... Qu'on puisse enfin travailler en paix à une œuvre majeure : s'assurer que les livres publiés atteignent leur public et que celui-ci puisse se les offrir.

Or, dans cette bataille, on l'aura deviné (et constaté en lisant les documents publiés), nulle place pour le périodique. Tout au plus aura-t-on mentionné, à l'occasion (une seule répertoriée), avec celui des bibliothécaires et des professeurs, le rôle des 'journalistes' ! Si l'absence de reconnaissance du rôle des magazines d'information culturelle, patente chez ceux qui pourtant tirent profit de leur travail, n'est pas nouvelle, le fait pour eux de n'avoir pas voix au chapitre dans les débats est en revanche beaucoup plus préoccupant.

Rappelons leur rôle : en plus de présenter un panorama large et étoffé de la production littéraire, avec des articles de fond, des entrevues, des dossiers, des comptes rendus de lecture, ils font en outre une œuvre indispensable encore que rare – ils traitent d'œuvres moins actuelles, font référence au fonds littéraire, aux grandes créations du passé lointain ou récent.

Le groupe dirigé par Monsieur Larose avait réagi à l'annonce par le MCC de la création d'un Observatoire de la culture et des communications chargé, entre autres, de veiller au bon fonctionnement de l'industrie du livre. Il soulignait, dans une lettre à la ministre, Madame Maltais, que le livre avait besoin d'une attention particulière. Nous faisons chorus : la culture et les communications forment un champ très vaste ; les livres – comme les publications écrites qui en parlent – demandent une attention plus proche des enjeux en cause dans leur développement.

La Société de développement des entreprises culturelles (SODEC) a demandé que l'informatisation des librairies soit soutenue financièrement par les organismes subventionnaires. Pourquoi une aide semblable nous est-elle refusée ? En élargissant notre lectorat par l'ajout du médium électronique au médium papier, ne travaillons-nous pas à faire acheter des livres en librairie ?

Pourquoi l'éditeur d'un périodique d'information sur le livre n'est-il pas traité comme les autres éditeurs ?

Les magazines culturels ne méritent-ils pas, comme maillons indispensables de la chaîne, et au même titre que d'autres, une forme de soutien de la part des institutions culturelles ?

Pourquoi ne bénéficieraient-ils pas de l'exemption de la TPS et, éventuellement, de la TVQ, comme du soutien inconditionnel que les éditeurs obtiennent pour leurs activités de promotion : dépliants, participations aux Salons du livre, tournées d'information, etc. ?

Pourquoi le discours sur la concertation interprofessionnelle ne prend-il pas en compte *tous* les intervenants de la 'profession' des promoteurs du livre et, parmi eux, les diffuseurs d'information écrite ?

Pourquoi ?...

Nous sommes en droit de nous poser ces questions. Les développements technologiques que l'on peut anticiper (et craindre) obligeront peut-être chacun à oublier ses intérêts particuliers pour que l'ensemble des maillons de la chaîne présente une résistance unie ! **NB**

Anne-Marie Guérineau

**www.nuitblanche.com**

**« BEST OF THE NET » !**

(French-Canadian Culture, about.com)

**1<sup>er</sup> choix parmi les « meilleurs sites »**

(Section actualité littéraire/magazine/Canada, MSN France)

**Un des « coups de cœur » de la Toile du Québec**